Le maintien de l'ordre à la périphérie des villes (1815-1851)

John Merriman

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ccrh/2951>

DOI : 10.4000/ccrh.2951

ISSN : 1760-7906

Éditeur

Centre de recherches historiques - EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 15 avril 1988

ISSN : 0990-9141

Référence électronique

John Merriman, « Le maintien de l'ordre à la périphérie des villes (1815-1851) », *Les Cahiers du Centre de Recherches Historiques* [En ligne], 2 | 1988, mis en ligne le 13 avril 2009, consulté le 10 décembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/ccrh/2951> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ccrh.2951>

Ce document a été généré automatiquement le 10 décembre 2020.

Article L.111-1 du Code de la propriété intellectuelle.

Le maintien de l'ordre à la périphérie des villes (1815-1851)

John Merriman

- 1 Les rapports entre les villes et leurs faubourgs ou banlieues en expansion pendant la première moitié du XIX^e siècle sont fort mal connus. L'étude de la périphérie urbaine, où ville et campagne se rencontrent dans ce qui fut souvent une étreinte bien malaisée, est fondamentale pour notre compréhension du processus d'urbanisation. Le caractère peu systématique des sources disponibles pour une telle étude au temps de la Monarchie censitaire – sources dispersées dans les dépôts d'archives départementales – constitue l'une des raisons de l'absence de recherches dans ce domaine ; il en va de même en ce qui concerne l'intérêt des historiens pour les relations ville/campagne sous l'Ancien Régime, et pour la banlieue qui émerge sous le Second Empire. Dans les deux cas, les villes se comportent en prédatrices, lançant leurs tentacules vers la campagne : sous l'Ancien régime, elles instaurent leur hégémonie grâce à l'achat des terres par la noblesse et la bourgeoisie urbaines, ou en constituant des réseaux d'industries rurales reliés à la ville par le capital marchand ; sous le Second Empire, elles le font en intégrant la périphérie en cours d'urbanisation à l'intérieur de la cité toute puissante, par l'extension de l'octroi et de ce fait de l'emprise du fisc. Des analyses aussi diverses que celles des premiers spécialistes de géographie humaine ou que les travaux beaucoup plus récents de Eugen Weber sur « la modernisation de la France » nous laissent sur une vision beaucoup trop simpliste de la cité conquérante extirpant « l'arriération » (Weber) par sa conquête¹.
- 2 Les rapports entre la ville et la campagne et entre la ville et sa périphérie sont beaucoup plus complexes. Il faut cependant reconnaître que le modèle de la conquête s'applique bien à la croissance des villes pendant la première moitié du XIX^e siècle ; pendant cette période de franche croissance urbaine (croissance urbaine absolue) et d'urbanisation (croissance urbaine comparée à la population totale), les relations entre les villes et leurs périphéries – faubourgs et banlieues – se caractérisent par la conquête de l'espace périphérique par les municipalités ; on attribue généralement au Second Empire et au désir des municipalités d'accroître leurs ressources fiscales, l'absorption par les villes des communes environnantes ; Montmartre, Belleville, Vaugirard, Grenelle et d'autres

agglomérations modestes mais à la croissance rapide et qui conservaient un certain charme rural, furent incluses dans Paris par l'extension de l'octroi en 1860. De la même manière et à la même époque, La Guillotière, Vaise et d'autres communes furent intégrées à Lyon ; si bien que le changement de statut devint un paramètre pour l'évaluation de la croissance urbaine, au même titre que le solde migratoire et que l'excédent des naissances sur les décès.

- 3 Avant que le baron Haussmann, « l'Attila alsacien », ne devînt préfet de la Seine, les villes françaises, petites ou grandes, exerçaient déjà une pression pour attirer sous leur contrôle administratif les noyaux de peuplement situés à leur périphérie, faubourgs et communes déjà honorées de l'appellation de « banlieue » ; le plus souvent la raison en était moins la recherche d'un accroissement des recettes fiscales que la peur bourgeoise à l'égard des « classes laborieuses et classes dangereuses ». Ces frayeurs avaient déjà commencé à se focaliser sur les faubourgs et la proche banlieue considérés comme une périphérie menaçante. Les « classes laborieuses et classes dangereuses » dont parle Louis Chevalier résidaient en grande majorité au cœur de Paris, qui avait alors atteint sa densité de population maximale ; mais, comme le note Chevalier, en ce qui concerne la criminalité, la peur se concentrait souvent sur les marges de la ville : les faubourgs, et même sur des zones situées bien au-delà des limites de la ville. Richard Cobb a évoqué la peur des criminels rôdant, sous l'Ancien Régime et sous la Révolution, dans les bois autour de Paris. Des voleurs isolés ou en bandes tiraient profit de l'absence de surveillance policière pour dévaliser les passants avant de se fondre dans la nature². Dans d'autres villes, particulièrement là où le centre restait une enclave relativement privilégiée, la peur se fixait surtout sur les faubourgs et, au-delà, sur les zones de peuplement inorganisées d'une banlieue en voie de formation.
- 4 J'étudie actuellement les solidarités spatiales ou de voisinage dans un certain nombre de villes françaises sous la Restauration, la Monarchie de Juillet et la Seconde République ; c'est une façon d'aborder la relation entre marginalité territoriale et marginalité sociale, deux aspects de « la vie en marge » ; ceci m'a conduit à une recherche sur la périphérie des villes³ puis, inévitablement, à une étude sur la police et les habitants qui vivaient aux confins du monde urbain, dans une autre dimension de l'organisation et de la vie urbaines.
- 5 Cette question du maintien de l'ordre est au cœur de l'évolution des relations entre les villes et leurs périphéries ; observateurs privilégiés de l'urbanisation, les gens de police furent à l'avant-garde de cette pénétration de la ville et de l'ordre bourgeois dans les faubourgs et la banlieue ; durant la première moitié du XIX^e siècle, l'éloignement relatif de la périphérie des villes et des cités engendrait la peur : il s'agissait d'une zone suffisamment proche de l'activité urbaine pour attirer les malfaiteurs qui attaquaient les voyageurs et échappaient aux commissaires. En 1843, le meurtre odieux de trois personnes à l'extérieur de la ville de Blois – un cafetier âgé et ses deux domestiques – donna des frissons à la France entière, et des descriptions de ce crime sanglant circulèrent dans tous les départements. Mais on n'apprit apparemment que fort peu de choses sur les suspects, si ce n'est que les trois victimes avaient été assassinées avec un burin ; les ouvriers des carrières de pierre commencèrent alors à inspirer la peur ; le café se trouvait près d'un chantier en construction du chemin de fer de Blois à Tours ; on aperçoit ici trois éléments dans l'évolution de la peur vis-à-vis des périphéries. Tout d'abord l'industrialisation à grande échelle ; est-il prématuré de parler du chemin de fer comme symbole terrifiant d'un âge nouveau, apparemment encore incontrôlable (on

songe à l'accident effroyable, symbolique et réel à la fois, décrit dans *La Bête humaine*) ? Deuxièmement, « les classes dangereuses », celles que l'on recrutait pour ce type de travail, qualifié ou semi-qualifié, étaient par définition nomades ; elles posaient de tels problèmes de surveillance policière que, sous la Seconde République, des commissaires spéciaux furent nommés pour assurer l'ordre sur les chantiers à mesure que les lignes progressaient à l'intérieur des campagnes. Ces chantiers créaient un contraste étrange entre industrialisation moderne et contexte rural, sans le recours à une industrie rurale intermédiaire. Enfin, dernier élément : le café, lui-même symbole de désordre pour la plupart des bourgeois, surtout quand ces débits de boissons étaient situés hors des limites rassurantes de l'octroi. Car l'octroi rassure les habitants des villes ; il marque le début d'une surveillance policière effective (en revanche le fait d'avoir à payer des taxes n'avait rien de rassurant pour les cafetiers !).

- 6 L'application à cette zone périphérique des méthodes de surveillance policières propres à la ville est un autre point important. Il est essentiel à la compréhension de la relation centre/périphérie au temps de la croissance des villes françaises, de bien connaître les rapports entre la police et les habitants des faubourgs. Le contrôle des périphéries urbaines par les villes passait par une extension de la juridiction policière sur le faubourg – quand il était situé au delà des limites de la ville – et sur la banlieue. Plusieurs exemples illustreront ce processus qui permit à la police urbaine de la Monarchie censitaire et de la Seconde République d'étendre son emprise sur la périphérie perçue comme une menace.
- 7 Qu'il s'agisse de villes encore murées – c'était le cas de Perpignan, Verdun, et autres villes fortes de l'époque de Vauban ; de Reims qui conserva son enceinte de briques jusqu'à 1840 – ou de Limoges, ville ouverte – il existait un rapport très net et très étroit entre marginalité sociale et marginalité territoriale : faubourgs et banlieue. Les faubourgs aisés, tels que le Faubourg Saint-Honoré et le Faubourg Saint-Germain à l'Ouest de Paris, constituaient des exceptions, et dans les deux cas, sous la Monarchie censitaire, ils étaient proches du centre de la ville. Les communes aisées de la banlieue comme Versailles et Saint-Germain-en-Laye sont aussi à classer parmi les exceptions. La règle est en revanche vérifiée, qu'il s'agisse des villes plus importantes et avant tout de la capitale (sous la Monarchie de Juillet, on considérait déjà que Belleville posait des problèmes particuliers de surveillance policière, et c'était parfois le cas) ; des villes d'une certaine importance comme Limoges, et de modestes chefs-lieux tels que Niort ou Le Puy (un crime odieux fut commis dans cette dernière ville en 1843, et en 1844 on y procéda à des « arrestations nocturnes aux portes de la ville ») ; ou de petites villes comme Yssingeaux aux limites de laquelle eut lieu en 1836 une série d'attaques à main armée.
- 8 Les rapports entre Le Havre et sa banlieue illustrent fort bien ce processus qui permit à la police urbaine d'étendre son autorité sur la banlieue. La croissance du Havre, sous la Restauration et la Monarchie de Juillet, fut à l'origine d'un accroissement de population dans les communes environnantes, qui donna naissance tout d'abord au faubourg puis à une véritable banlieue. Pendant la première moitié du XIX^e siècle, les habitants de Sauvic, Gravelle, et surtout Ingouville furent peu à peu assimilés aux « classes laborieuses et dangereuses ». A cette époque, l'autorité de la police du Havre s'étendit progressivement à cette périphérie mal structurée.
- 9 Le port du Havre se remettait lentement du blocus anglais qu'il avait subi pendant les guerres napoléoniennes. Sa population, tombée à 16.000 habitants à l'époque du Blocus, resta inférieure à 20.000 jusqu'au début de la Restauration. L'extension de l'enceinte de la ville fortifiée par le « plan Lamandé » dans les années 1780, permit d'accueillir dans un

premier temps le lent accroissement de la population du Havre ; le « quartier moderne » s'étendit vers le nord de la ville, offrant un contraste entre « l'entassement et l'insalubrité » de cette dernière et les quartiers de la nouvelle enceinte qui présentent un aspect très régulier, où les rues sont larges, les maisons de « bon goût », de brique ou de pierre, et non plus de bois. La place Louis XVI, achevée au début des années 1820, présentait des façades uniformes, un nouveau théâtre municipal, de gracieuses arcades, des cafés élégants ; et enfin, la Bourse, symbole de la bourgeoisie commerciale de la ville⁴.

- 10 Avec la saturation de la zone *intra muros* et la hausse des valeurs immobilières et locatives, les faubourgs même du Havre puis les communes environnantes se développèrent. Les terrains non bâtis que l'on trouvait encore à l'intérieur des fortifications en 1825, disparurent. Cette population en augmentation valut au Havre comme à beaucoup de ville portuaires la réputation d'être « tout à fait hétérogène ; c'est une véritable colonie où les spéculateurs de tous les pays, français et étrangers viennent chercher fortune et qu'ils abandonnent dès que leur soif d'or et de spéculations est assouvie »⁵, comme l'indique, en 1839, le rapport d'un officier qui effectuait une reconnaissance militaire. Comme dans d'autres villes fortes, en raison de servitudes de nature militaire, les Havrais n'avaient pas le droit de construire immédiatement au delà des remparts. De ce fait, les faubourgs se développèrent de l'autre côté des fossés et de la zone militaire, entre les remparts et la falaise nord. L'installation d'activités industrielles fut un aspect de cette conquête : des tuileries et des fours à plâtre s'établirent au bord de la route littorale menant à Étretat. Une population d'ouvriers s'installa à portée de vue des murs du Havre, qui subsistèrent jusqu'au milieu du siècle malgré les encombrements importants qu'ils provoquaient.
- 11 A la même époque, les communes environnantes, surtout Ingouville et Gravelle, se développèrent à un rythme impressionnant, beaucoup plus rapidement que Le Havre. Elles en deviennent le prolongement, malgré les fortifications. La population d'Ingouville tripla entre 1821 et 1851. La croissance de Gravelle, qui n'était jusqu'alors qu'un petit village groupé autour d'un vieux prieuré, fut encore plus dramatique. Sa population décupla pendant la même période, passant de 1.200 à 9.000 habitants. Vers le milieu du siècle, l'agglomération du Havre comptait 56.000 habitants.
- 12 Ces communes, qui offraient des activités industrielles, de l'espace et une vie moins chère, devinrent ainsi les faubourgs ouvriers du Havre. La population d'Ingouville avait la réputation de compter des étrangers, accusés par les Havrais d'être des « professionnels du crime » sous la Révolution et l'Empire⁶. Ingouville en particulier abritait un prolétariat non qualifié ; en 1841, 329 chefs de famille étaient des journaliers ou journalières (sur les 3.790 ménages que comptait une population de 9.880 habitants). Un plus grand nombre de journaliers et de journalières n'étaient pas chefs de famille. 115 autres chefs de famille étaient recensés comme sans profession ; ce nombre comprenait beaucoup de pauvres veuves mais aussi beaucoup de gens dont « l'aveu » était si faible qu'ils n'étaient même pas recensés comme journaliers. De plus, parmi les chefs de famille, on comptait 53 jardiniers et bon nombre fripiers (au moins 12), repasseuses, casseurs de bois, scieurs de long, cultivateurs, couturières, porteurs et porteuses d'eau, domestiques et servantes dont certains travaillaient au Havre ; d'autres pour les familles riches d'Ingouville (constituant une minorité, la plupart habitaient la rue de Montivilliers et la Grande Rue). La rue d'Étretat, la rue de la Mer, la rue Traversière, la rue de Perrey, qui longeait la mer, et le chemin militaire abritaient quelques-uns de ces prolétaires qui faisaient la réputation d'Ingouville. La plupart du temps, il n'y avait pour eux, au Havre ou dans leur

commune, que peu ou pas de travail. Sainte-Adresse et Sauvic avaient également leur population de prolétaires, accrochée à la lisière du Havre ; la première comptait 69 journaliers et journalières parmi ses 208 ménages ainsi que de nombreux pêcheurs, blanchisseuses et lessiveuses⁷.

- 13 C'était la nature « marginale » de la population de la périphérie qui préoccupait les autorités du Havre. En 1822, le préfet se plaint qu'Ingouville « renferme une quantité d'ouvriers journaliers hors de toute proportion avec la classe aisée, et qui s'y réfugient à cause de la cherté des logements en ville, et la douceur des prix de ceux d'Ingouville ; sans parler des nombreuses guinguettes que les habitants de la ville viennent visiter les jours de beau temps. Cette commune et une partie de la commune voisine (celle de Gravelle) sont remplies de petits cabarets et mauvais lieux de toute espèce, où s'établissent les filles qui échappent à toute surveillance... Ces communes servent continuellement d'asile aux voleurs qui y trouvent sûreté pour eux et abri pour le fruit de leurs rapines ». Bien plus, Ingouville était accusée d'être à l'origine des problèmes de prostitution que connaissait le Havre, car les tenancières y trouvaient logement et abri pour les filles et les clients des maisons de tolérance du port⁸.
- 14 L'année suivante, les autorités locales demandèrent instamment que l'autorité du commissaire du Havre soit étendue à Ingouville, dans l'intérêt du « bon ordre ». Déjà, Ingouville était assimilée aux « classes dangereuses » : « Il n'est que trop notoire qu'Ingouville est le réceptacle de tout ce qu'il y a d'impur, de suspect, de turbulent, de débauché dans notre ville, et que les scènes les plus scandaleuses et les plus dangereuses en même temps se reproduisent plusieurs fois par jour et par nuit ». Les prostituées habitaient dans une « infinité de méchantes baraques situées sur le glacis au bord du fossé extérieur de la place du Havre ». La plupart travaillaient au Havre ; bon nombre d'entre elles s'efforçaient d'éviter les contrôles de police et les visites médicales régulières ; de ce fait les maladies vénériennes se répandaient chez les marins, les soldats et les civils. « Les maisons de filles publiques patentées » du Havre avaient des annexes à Ingouville qui donnaient du travail aux filles qui étaient chassées hors les murs. Quelques-unes trouvaient un abri et un travail dans les maisons ou les appartements possédés par les « gens sans aveu ». Pour la police, il semblait qu'Ingouville était remplie de malfaiteurs. C'est à Ingouville que se réfugiaient la nuit les escrocs et les colporteurs qui se rendaient à la foire annuelle de la Saint Michel⁹. De ce fait, en 1841, il y avait dans cette commune 46 débitants, cafetiers et aubergistes qui accueillaient les noceurs assoiffés. Ils pouvaient proposer des boissons légèrement moins chères du fait qu'ils étaient situés du côté sûr des portes et de l'octroi du Havre. L'assimilation qui est faite entre boisson, ivresse, gens de faubourg et banlieusards est un autre thème courant, encore insuffisamment étudié¹⁰.
- 15 On redoutait qu'un jour ou l'autre tous les marginaux ne dévalent la colline, ne franchissent les portes du Havre pour se répandre dans la ville (l'insurrection des canuts lyonnais en 1831 et surtout en 1834 avait laissé une image très forte d'ouvriers chargeant vers le bas de la colline et se heurtant aux « forces de l'ordre » qui protégeaient les beaux quartiers situés en contrebas). Pour beaucoup de Havrais, cet « excès de licence » et l'absence de tout contrôle qui y était lié, provenait de la séparation physique qui existait entre Ingouville et Le Havre. Quand les portes du Havre se refermaient à la tombée de la nuit, son faubourg agité était laissé à « la simple et presque nulle surveillance de son maire et de ses adjoints » et de leur subordonné assermenté, le garde champêtre qui faisait fonction d'agent de police. Mais les agents n'étaient pas des officiers de justice ; ils

ne pouvaient donc pas procéder à des arrestations. Ils pouvaient simplement faire un rapport au maire ou à son adjoint sur tel crime ou telle personne suspecte. On pouvait difficilement attendre d'un homme qui ne disposait pas du pouvoir d'arrestation qu'il effraie « les étrangers, les militaires, les filles de joie, les gens sans aveu, et même les malfaiteurs, qui viennent y donner libre carrière à leurs divertissements, à leur dépravation, ou s'y réfugier contre les poursuites de la police ou de la justice en ville ». Du reste le garde champêtre d'Ingouville semblait encore plus idiot que d'autres gardes, qui n'étaient pourtant guère de brillantes figures. Comme l'indique le rapport du Conseil d'arrondissement, « chose assez inexplicable, il y en a peu qui n'ayent pas plus d'intelligence que celui choisi pour Ingouville ». Il ne savait pas écrire. Les cabaretiers, hôteliers et logeurs d'Ingouville pouvaient dormir sur leurs deux oreilles car ils savaient que leurs registres ne seraient pas contrôlés et que leurs hôtes, qu'ils soient suspects ou non, ne seraient pas tirés de leur sommeil par la police¹¹.

- 16 De temps en temps, des patrouilles militaires quittaient le Havre, surtout le dimanche et les jours de fête, afin de surveiller les soldats et les marins « toujours prêts à s'irriter et à s'assailir » ; mais ces patrouilles auxquelles nulle autorité locale ne pouvait donner d'ordre, étaient en fin de compte de simples « spectateurs immobiles du désordre ». Les dimanches et jours de congé, quand il faisait beau, près de 3.000 ou de 4.000 habitants du Havre, « ouvriers et fournisseurs honnêtes du commerce » habitant le port se rendaient à Ingouville pour se divertir. Beaucoup évitaient ces cabarets et guinguettes qui attiraient les prostituées et leurs clients les plus réguliers : les soldats et les marins. Il y avait de nombreuses rixes et bagarres, surtout les jours de fête. Certaines se produisaient du fait que les prostituées semblaient préférer les marins aux soldats ; en effet, nombreux étaient les marins qui avaient de l'argent à dépenser au retour de voyages au long cours. Les patrouilles militaires occasionnelles ajoutaient à la tension en prenant, contrairement aux prostituées, le parti des soldats lors des bagarres et des rixes. Plus d'une fois le juge de paix dut intervenir pour arracher les marins aux patrouilles militaires qui étaient censées maintenir l'ordre. Comme les civils, ils protestaient que personne ne les protégeait. Pour la « haute police », Ingouville, Gravelle, Bléville, Sauvic, L'Heure, et Sainte-Adresse formaient désormais avec Le Havre une agglomération unique, malgré les fortifications. Les « prétentions » à l'indépendance affichées par la municipalité d'Ingouville et l'absence d'une délimitation physique claire et nette entre les communes de banlieue contribuaient à l'impuissance des autorités du Havre à arrêter les suspects dont on pensait qu'ils passaient sans difficulté d'un port suburbain à l'autre.
- 17 La plupart des habitants d'Ingouville vivaient soit dans le « bourg » soit dans le quartier du Perrey au bord de la mer. Dans le bourg vivaient « une grande quantité de familles respectables », y compris d'honorables propriétaires. Mais une grande partie du territoire de cette commune étendue était inhabitée et difficile à surveiller. Dans les parties les moins peuplées de la commune, où « la moralité » semblait moins que rassurante, les forces de l'ordre se heurtaient à un terrain accidenté. Le maire, son adjoint et le garde champêtre vivaient tous dans le bourg comme la majorité de la population, à une bonne distance de marche de la côte. Ainsi, les fonctionnaires d'Ingouville se trouvaient isolés – ou du moins avaient choisi de l'être – de ces parties de la commune qui semblaient devoir requérir la plus grande attention. Parmi ceux qui y vivaient, se trouvaient « ceux qui n'ont guère d'autre propriété que celle de leur personnes, (et) font rarement plus de six mois de séjour dans la même maison qu'ils quittent sans en payer le loyer. D'une moralité peu recommandable, ils se fixent de préférence dans ce quartier

parce que jamais l'appariteur même n'y est aperçu ». Ingouville était une sorte de cité miniature ; elle connaissait les mêmes problèmes de relations entre le centre et la périphérie, le bourg étant nettement séparé de sa périphérie suspecte. Les malfaiteurs pouvaient y trouver de nombreuses cachettes, et la mer facilitait leurs rapides allées et venues nocturnes à l'insu de « ceux qui y sont intéressés par leur conduite morale ou politique ». Les mauvais sujets comprenaient « plusieurs (qui) n'y vivent le jour que du produit des rapines et maraudes faites la nuit »¹².

- 18 Cette fâcheuse réputation d'Ingouville correspondait-elle à la réalité ? Les témoignages sont plutôt imprécis et de nature qualitative ; ils en apprennent plus, à la façon de Louis Chevalier, sur les perceptions et les attitudes de la bourgeoisie que sur la réalité sociale objective. Il y avait des plaintes concernant le peu d'attention porté par la police à Ingouville parce que, au moins au tout début de son développement, et pour des raisons pratiques, il n'y avait pas de police du tout à Ingouville. C'est pourquoi il n'existe pas de rapports de police quotidiens portant sur une période supérieure à plusieurs mois ; c'est le cas pour Le Havre. François Aimable Lefebvre est-il représentatif ? Cet ouvrier forgeron de 23 ans fut arrêté en septembre 1834 pour vol et effraction à Ingouville, dans un jardin clos situé à l'est du bassin de la Barre qui appartenait à une autorité maritime. Lefebvre habitait au Havre mais il avait une complice qui vivait à Sauvic. Une perquisition ordonnée par le procureur du Havre y fut effectuée ; elle permit de découvrir en grand nombre des meubles, vêtements et autres objets systématiquement volés dans les pavillons et jardins appartenant à de riches Havrais. Son arrestation, pour reprendre les termes du sous-préfet, « va enfin tranquilliser les propriétaires des jardins d'Ingouville, à qui l'audace de ceux-là inspirait avec juste raison beaucoup de crainte ». Ce fut aussi un moment de gloire pour les deux commissaires du Havre, d'une compétence inaccoutumée, Baillard et Engramelle¹³. Cette fois encore cependant ce sont des impressions qui l'emportent. La classe aisée du Havre avait tendance à accuser Ingouville de beaucoup de maux qui affectaient Le Havre ; c'était une cible facile ; et la police pouvait en faire autant.
- 19 Cependant, il y a quelque réalité derrière ces images fortes ; réalité et représentations ont façonné la politique du maintien de l'ordre. La question de l'extension de l'autorité policière jusqu'à Ingouville se posa pour la première fois en 1822, à la suite d'une augmentation des vols au Havre et dans sa périphérie, surtout dans la zone portuaire. Le préfet considérait que 2 commissaires et 4 agents – il n'y en avait jusqu'alors que 2 – auraient dû suffire pour assurer la police dans une ville de 20.000 habitants, qu'elle dispose ou non d'un port. Mais Le Havre et son voisinage semblaient poser un problème particulier, et beaucoup plus difficiles à contrôler que d'autres lieux. Il fallait un troisième commissaire qui, « sans cesser d'être subordonné au maire », pourrait être autorisé à communiquer avec le sous-préfet et même avec le préfet dans les cas graves¹⁴. On ne pouvait envisager de réunir Ingouville à la commune du Havre pour la seule raison qu'Ingouville aurait résisté farouchement à une telle inclusion entraînant la disparition du régime fiscal privilégié que lui valait sa situation au-delà de l'octroi. Certains résidents iraient s'installer aux extrêmes limites d'Ingouville pour échapper à l'octroi si une partie de la commune devait être absorbée par Le Havre. On ne pouvait pas non plus songer à étendre l'enceinte des remparts pour inclure un nouveau territoire ; les autorités militaires s'y seraient d'ailleurs opposées¹⁵. Le Conseil d'arrondissement demandait qu'une compagnie de gendarmes prennent garnison à Ingouville, mais cette commune ne disposait pas de lieu pour loger des gendarmes qui, de toute façon, même postés à

Ingouville, ne pouvaient être dispensés des tâches de surveillance de la campagne. La seule façon de remédier à cette situation était d'étendre l'autorité de la police du Havre à Ingouville et à son canton ; ainsi le calme serait rétabli et ce bienfait aurait aussi des avantages politiques. La municipalité d'Ingouville accepta de requérir officiellement l'extension de l'autorité de la police du Havre sur sa commune. Le nouveau commissaire disposait de deux agents, l'un pour Sauvic et Sainte Adresse, l'autre pour L'Heure et Graville¹⁶.

- 20 En 1836, Ingouville reçut son propre commissariat après que son Conseil se soit plaint d'être quasiment la seule commune en France de cette taille et de cette importance à ne pas disposer de sa propre police. La population de plus de 5.600 habitants était suffisamment importante pour justifier la présence d'un commissaire. En tout état de cause, le fait que les règlements de police municipale soient systématiquement ignorés et qu'il y ait « des maisons suspectes et des hommes dangereux que l'autorité, par impuissance, abandonne entièrement » suffisait à prouver qu'on ne pouvait se contenter d'étendre l'autorité de la police du Havre sur son faubourg soi-disant agité. Les commissaires du Havre, Engramelle et Baillard, étaient considérés comme des hommes de confiance et durs à la tâche. Mais les problèmes de maintien de l'ordre que posait un grand port qui comptait une population flottante de 5 à 6.000 personnes, dont beaucoup ne disposaient pas de passeport ou séjournaient dans des logements publics, étaient considérables. Le simple fait de surveiller les passagers qui embarquaient ou débarquaient du bateau à vapeur assurant la liaison Le Havre – Rouen, prenait beaucoup de temps et les demandes de surveillance spéciale émanant du Préfet de police ou du Ministre de l'Intérieur étaient fréquentes. La population du Havre avait atteint 26.000 habitants, et nombre « d'étrangers ou forçats et condamnés libérés à surveiller » évitaient de se faire recenser. En 1837, un troisième commissaire fut affecté au port bien que sa population officielle n'atteignît pas les 30.000 habitants requis pour bénéficier d'une telle affectation¹⁷.
- 21 Sous la Monarchie de Juillet, la perception de ce qui était vraiment « dangereux » dans la périphérie, avait nettement changé. Les ouvriers qui préparaient des grèves se rencontraient aux limites des villes, dans des champs ou des guinguettes, pour échapper à la surveillance et éviter d'être arrêtés pour rassemblement ou association illégale. Les « communistes » étaient parfois soupçonnés de se rencontrer dans les bois sombres à l'extérieur des villes, comme la rumeur en courut à Limoges en 1847. La Révolution de 1848, marquée par la mobilisation politique du petit peuple, fut un fidèle reflet de l'importance et de la nature des peurs concernant les zones périphériques. Sous la Seconde République, la peur qu'avaient les bourgeois des classes laborieuses eut tendance à se focaliser en grande partie sur Ingouville, qui s'ouvrait largement aux rencontres et débats politiques. Avec la centralisation de la police lors de la répression menée par la Seconde République, l'étape suivante, à savoir la création d'un commissariat central au Havre, sembla quasiment inévitable. Dès avril 1848, le nouveau commissaire provisoire de la République soutenait qu'un commissariat central pourrait assurer la direction des opérations, surtout pour Ingouville et aussi, désormais, Graville/L'Heure, qui étaient toutes deux « le refuge des forçats et condamnés libérés » (dont on pensait qu'ils se réfugiaient dans les guinguettes « où se passent les orgies des marins »). Il proposait qu'on divise Le Havre et sa périphérie en cinq arrondissements : trois pour Le Havre, un pour Ingouville et un pour Graville¹⁸.

- 22 En juin 1850, Engramelle, que la Révolution de Février avait épargné à cause de sa réputation de compétence, fut nommé commissaire central du Havre et de sa banlieue ; Rouen et ses banlieues ouvrières avaient déjà pu bénéficier d'un tel changement avec la nomination de Samson comme commissaire central dans cette cité textile, où l'insurrection d'avril 1848 avait été si sauvagement réprimée. La police du Havre était bien considérée, surtout quand elle procédait aux arrestations ordonnées par Paris. La réorganisation de la police et la nomination d'Engramelle portèrent bientôt leurs fruits. Il brisa dans l'oeuf une coalition d'ouvriers fomentée par des tisseurs dans une manufacture de toiles de coton de Gravelle ; il ordonna de quitter la ville à douze « des plus mutins, des plus récalcitrants » et visa leurs passeports pour Bolbec, Pont-Audemer et autres villes de l'arrondissement¹⁹.
- 23 La conservatrice *Revue du Havre et de l'arrondissement/Courrier de Gravelle* « se réjouit de la centralisation de l'autorité policière, assimilant les « classes dangereuses » au défi politique que lançaient les démocrates-sociaux aux classes supérieures. Une partie de la commune de Gravelle était devenue le point de ralliement d'un assez grand nombre d'individus, dont les menées pourraient inspirer quelques inquiétudes dans un temps de surexcitation des passions politiques. « Grâce à la répression énergique et coordonnée entreprise par la police à la périphérie du Havre », ce foyer démocratique et social n'existe plus, l'ordre est partout. « L'arrondissement du Havre n'avait jamais été aussi calme. Bien qu'il y eût encore quelques faillites dans la région, quelques ateliers reprenaient le travail. Même l'achèvement des travaux publics financés par le gouvernement, prévus dans le voisinage, avait été une bonne chose parce qu'il avait « dispersé loin de nous cette forme de travailleurs travaillés eux-mêmes par les agents du désordre qui trouvaient là sous la main des éléments et les auxiliaires de leurs idées et de leurs projets subversifs »²⁰. La périphérie, où marginalité sociale et géographique s'accrochaient aux franges de la vie urbaine, restait encore suspecte. Le défi populaire, social et politique, que posait la présence de travailleurs de plus en plus organisés fut désormais une caractéristique de ces nouvelles peurs ressenties par la bourgeoisie vis à vis de la marginalité « périphérique ». Pour l'heure, la banlieue avait été conquise par la municipalité mais aussi par l'État.
- 24 Il n'est pas nécessaire d'aller bien loin pour trouver d'autres exemples semblables. Celui de Sotteville, commune industrielle de la banlieue de Rouen, sur l'autre rive de la Seine, met encore plus clairement en évidence le lien existant entre l'extension de l'autorité policière et la peur des classes laborieuses, en l'occurrence une véritable classe ouvrière. En février 1840, le conseil municipal de Sotteville réclama un commissariat. Il fondait cette réclamation non pas sur l'importance de sa population – 3.926 habitants en 1839, soit moins de 5.000 habitants – mais sur ses « nombreuses fabriques, des manufactures considérables et dont la quantité et l'importance augmentent chaque jour ». Cette concentration d'activités industrielles avait attiré à Sotteville « une population nomade qui nécessite une surveillance active et constante » (la première rédaction faisait mention « d'ouvrier » ; on trouve ici encore cette identification de la classe ouvrière, surtout celle de la périphérie, à une population nomade, marginale et de ce fait dangereuse, du moins pour « les honnêtes gens »). La proximité de Rouen faisait craindre une contamination, car les dimanches et jours de congé, Sotteville devenait « le point de rencontre de tous les ouvriers et des classes pauvres » de Rouen. Des rixes se produisaient parfois et la paix publique était menacée par la présence du « grand nombre d'ouvriers étrangers à la localité ». La situation financière de Sotteville, sans être très brillante, permettait

néanmoins de consacrer annuellement 1.000 F. à l'appointment d'un commissaire ; ce qui fut fait sans délai²¹.

- 25 La banlieue de Tours, contrairement à celle du Havre ou de Rouen, n'était pas assimilée à la classe ouvrière. Cependant, elle aussi était à l'origine des peurs des citadins, et faisait l'objet de la vigilance policière. Au-delà des barrières de Tours, vers l'ouest, se trouvait La Riche ; vers l'est, Saint-Pierre-des-Corps ; au sud, Saint-Etienne dont une partie déjà incluse dans la cité, et, sur l'autre rive de la Loire, les communes de Saint-Cyr et Saint-Symphorien. Aucune d'elles n'était particulièrement industrielle mais chacune comptait un grand nombre de cafés et d'auberges, dont certains suspects de fournir nourriture, boisson, abri et, pire encore, protection aux « mauvais sujets » qui cherchaient à échapper à la police, tels que les « six voleurs très adroits » qui, disait-on, se dirigeaient vers Tours en 1824²². En août 1825, un homme fut attaqué sur la commune de Saint-Etienne dans le cabaret de Pipard, « un mauvais lieu, théâtre continuel de scènes scandaleuses causées par les filles publiques ». La Gendarmerie, chargée de la surveillance, n'avait même pas dressé de procès-verbal. Quant à Pipard, installé à proximité du château de La Vallière, il représentait une menace pour les habitants locaux qui se plaignaient de son cabaret alors qu'eux-mêmes vivaient à Tours relativement au calme²³.
- 26 La surveillance policière était très faible dans les faubourgs et la banlieue naissante de Tours. La Gendarmerie avait trop à faire avec la surveillance des routes d'Indre-et-Loire pour accorder suffisamment d'attention aux communes qui avoisinaient Tours. Le « faubourg » de Saint-Symphorien « renferme un certain nombre de mauvais sujets »²⁴. Les arrestations de voleurs dans ces communes n'étaient pas rares ; citons le cas de Pierre Pianno, apprenti ou journalier tonnelier qui vivait dans le faubourg Saint-Eloi. Il fut arrêté à l'octroi en 1831 « sur clameur publique », avec 145 F, qu'il avait volés en ville²⁵.
- 27 Sous la Restauration, le maire de chaque commune avait la charge de maintenir l'ordre, parfois avec l'aide du garde champêtre sous-payé, surchargé de travail et souvent incompétent. En principe chaque auberge devait tenir registre de ses clients ; mais en 1822, à La Riche où le maire âgé de presque 80 ans était illettré (et presque aveugle), les listes n'étaient adressées à la mairie que tous les quinze jours. Cela n'était pas d'un grand secours car en quinze jours toute personne recherchée avait la possibilité de se déplacer d'un bout de la France à l'autre²⁶.
- 28 A Tours, au début des années 1830, des pressions commencèrent à se faire sentir pour que soit étendue l'autorité des commissaires de police²⁷. La recherche des malfaiteurs s'arrêtait aux portes de la ville ; lors de l'épidémie de choléra, il parut sage de renforcer aussi la surveillance des étrangers. Rien dans la législation concernant l'organisation de la police ne semblait donner le droit aux commissaires de faire porter leurs recherches, voire de poursuivre au delà des portes, bien que des autorisations particulières aient été accordées à Lyon, Bordeaux et Paris pour « les cabarets et lieux publics ouverts auprès des carrières de ces grandes villes ». L'un des commissaires de Tours, l'intelligent et consciencieux Cazeaux père, avait sollicité l'autorisation de se rendre dans la banlieue pour assister les fonctionnaires des impôts qui « visitaient » certains marchands « qui se retirent hors des barrières », un certain nombre de « débitans de liquides et autres objets, soupçonnés de faire la fraude ». Il voulait également contrôler les auberges situées au delà des barrières et de ce fait hors d'atteinte, parce qu'elles étaient « des réceptacles dans lesquels vont se réfugier les gens suspects qui ont intérêt à se soustraire à notre surveillance »²⁸.

- 29 En 1832, les commissaires de Tours obtinrent le droit, par arrêté préfectoral, d'intervenir dans les communes de Saint-Symphorien, Saint-Pierre-des-Corps, Saint-Etienne hors-les-murs, Saint-Cyr et La Riche. Le maire de Saint-Symphorien, pour ne citer que lui, fut très en colère ; il était surtout « étonné » qu'il soit fait explicitement allusion à l'insuffisance de la police dans sa commune ; il affirmait que les auberges et cabarets étaient contrôlés tous les jours. On n'y trouvait pas de vagabonds illégalement hébergés, les amidonneries aussi étaient bien lavées à fond pour des raisons d'hygiène. Il avait dressé procès-verbal à un résident qui n'avait pas respecté les règlements concernant l'emplacement des fumiers. On surveillait la circulation importante qui se dirigeait vers Tous les jours de marché et le déchargement de bateaux sur la Loire. Le garde-champêtre, ancien officier de gendarmerie, était un homme aguerri et efficace. Il semblait donc inutile d'accorder à l'arrogante police de Tours « des droits dans nos campagnes » ; lors de la dernière saison de chasse, ces gens avaient traversé avec leurs amis et leurs chiens la propriété de deux riches habitants de Saint-Symphorien et avaient raillé le garde qui essayait courageusement de leur dresser procès-verbal pour cette infraction. Bien plus, accorder une autorité à la police de Tours semblait signifier « la censure de mon administration ». Le maire de Saint-Cyr avançait les mêmes arguments : une telle extension de juridiction serait une « atteinte à la liberté de mon administration ». Il avait lui-même récemment chassé hors de sa commune des vagabonds et autres mauvais sujets²⁹.
- 30 Mais la question des libertés municipales n'était pas d'actualité en 1831 et elle ne devait plus l'être. La police de Tours reçut juridiction pour toutes les affaires concernant la haute police et les autres affaires sérieuses. En 1843, la banlieue de Tours poursuivant sa croissance, Saint-Etienne hors-les-murs eut son propre commissaire. La population de la commune était passée de 988 habitants en 1831 à 1378 habitants en 1840, et dépassait les 1500 habitants deux ans plus tard. Elle n'était séparée de Tours que par la barrière de l'octroi, et ses nombreux cafés et cabarets traitaient les soldats, les ouvriers dont beaucoup logeaient là et, si l'on en croit le préfet, les mendiants qui officiaient à Tours pendant la journée. De plus, Saint-Etienne avait été choisi comme emplacement pour le futur embarcadère du chemin de fer, projet qui ferait affluer sans aucun doute « un grand nombre d'étrangers de toutes sortes ». La population de la banlieue avait atteint 5.577 habitants (sans compter Saint-Etienne-hors-les-murs) ; les quatre communes, faubourgs de Tours, semblaient requérir « une vigilance toute particulière et de tous les instants, surtout aux heures auxquelles (la population) reste dans l'inactivité ». En 22 mois et en dépit des ordres reçus pour le renforcement de la surveillance, il n'y eut que 43 procès-verbaux dressés dans la banlieue ; 40 furent dressés par les gendarmes et 3 seulement par les maires, en fait le maire de La Riche ; quant aux gardes-champêtres ils n'avaient pas dressé un seul procès-verbal. L'autorité du nouveau commissaire fut étendue à La Riche et à Saint-Pierre. Ainsi en 1844, la juridiction policière s'étendant sur Saint-Symphorien et Saint-Cyr était virtuellement totale, après que le conseil municipal de Saint-Cyr eut refusé d'avoir son propre commissaire, déclarant que le budget limité de la commune ne pouvait supporter de nouvelle dépense. Le maire de Saint-Symphorien adressa une autre protestation vigoureuse, prédisant que la police de Tours refuserait de recevoir des ordres des maires de la banlieue et que des conflits « embarrassants pour les autorités supérieures » (c'est-à-dire le préfet) s'ensuivraient. Le maire de Saint-Cyr insistait sur le fait qu'il n'y avait eu que deux vols de bétail dans sa commune et que deux vagabonds avaient été arrêtés et conduits à Tours. Saint-Cyr avait même un garde national prêt à défendre l'ordre.

- 31 Le préfet d'Indre-et-Loire avait-il raison de penser, comme d'autres, que les marginaux et les « malfaiteurs » vivaient en lisière de la ville de Tours, prêts à commettre des méfaits ? La surveillance policière à Saint-Symphorien et à Saint-Cyr était-elle bien faite, comme le proclamaient leurs maires indignés ? Il y avait indéniablement de nombreux cafés et cabarets hors des limites de la ville, où l'on pouvait boire et se loger pour moins cher. Les soldats, les ouvriers et sans aucun doute les prostituées s'y rassemblaient. Mais rien ne permet d'affirmer que les faubourgs et la banlieue de Tours étaient un *Far West* américain. Il semble une fois encore que cette image d'une périphérie dangereuse dépasse de beaucoup la réalité. Cependant l'absence même de surveillance policière systématique contribuait à la vitalité de cette représentation.
- 32 Il existe de nombreux exemples de cette assimilation de la marginalité territoriale à la marginalité sociale et politique. En 1843, à Châteauroux, la police reçut l'autorisation d'intervenir sur la commune de Déols, de l'autre côté de l'Indre. Déols, traversée par la route menant à Paris, constituait un faubourg de Châteauroux, malgré une population de 2.045 habitants qui atteignait dans l'échelle statistique le niveau considéré comme urbain. A Déols, chacun le savait, « l'aisance est loin d'y être générale » ; un quart de la population, « la partie infâme », y survivait semble-t-il grâce à la mendicité ou même pire. Des « vagabonds étrangers » y séjournaient, sachant qu'ils pouvaient échapper à la gendarmerie. Les juges de paix étaient convaincus que tout ce qui était volé se retrouvait à Déols, au moins provisoirement. Jusqu'alors, la police n'avait pas le droit d'y poursuivre les criminels³⁰.
- 33 Il en était de même à Niort et Epinal. Le caractère suspect de la banlieue du Mans en pleine expansion, surtout Sainte-Croix, Saint-Pavin et Pontlieue (où les prostituées « encombraient » la route du Mans) fut la raison de l'extension en 1832 de l'autorité policière. Dans le Jura, on trouvait la même situation dans la ville artisanale de Saint-Claude et dans la ville viticole d'Arbois, « ville républicaine pure », où les militants politiques du peuple en vinrent à être considérés comme des marginaux dangereux. Dans le même département, les communes situées autour de Lons-le-Saunier : Perrigny (à 3 km, avec 861 habitants), Macornay (à 4 km, avec 690 habitants), Montaigny (à 3 km, avec 783 habitants), Courbouzon (à 3 km, avec 425 habitants), et Montmorot (à 2 km, avec 1.946 habitants et qui fut la scène d'une mémorable jacquerie en 1833), paraissaient suspectes. Sous la Seconde République, on associa de plus en plus les activités des démocrates-sociaux et la périphérie de Lons-le-Saunier. La rumeur courait que les socialistes se réunissaient près d'un château à Montmorot et fuyaient à travers le vignoble dès qu'ils étaient repérés. Ils se replièrent sur le cabaret de M. Paris situé à Montaigny, près de la poudrière (ce qui aggravait encore la menace). On remarquait aussi des rassemblements « suspects » en plein air à l'extérieur du cabaret de Milliet à Macornay. Ces communes, pourtant situées à peu de distance de Lons, n'étaient pas « correctement » surveillées par les gardes-champêtres ; ces derniers après tout n'étaient pas censés être une police politique et ils étaient d'ailleurs fort mal payés, et souvent incapables de lire et écrire. A Montmorot, Macornay et dans les autres communes, les principaux « objets de consommation » étaient des boissons relativement bon marché. Cette « liberté » non surveillée alliée à une abondance de boissons à bon marché attirait, outre les ouvriers aux mauvaises opinions politiques, des prostituées porteuses de nombreuses maladies vénériennes, des vagabonds, d'anciens condamnés parmi lesquels, à ce qu'on croyait, de jeunes buveurs encore mineurs. On assimilait couramment ces deux types de « désordre » social et politique qu'il fallait également surveiller. Ainsi la police

de Lons put intervenir dans les communes environnantes. Ce fut en quelque sorte une conquête militaire³¹.

- 34 L'évolution des rapports entre la ville et ses faubourgs et banlieues est étroitement liée au processus d'urbanisation et au développement de la police. Mais les principales représentations de la marginalité ont progressivement changé ; les faubourgs et la banlieue ont joué un rôle dans l'émergence d'une représentation qui faisait des gens du peuple des opposants au pouvoir politique. L'expérience de Belleville peu avant et pendant la Commune, celle du faubourg de Paris et du faubourg Montmaillier à Limoges à la fin du siècle, celle de Saint-Denis entre les guerres, sont des exemples du défi politique lancé à l'élite bourgeoise par les gens du peuple dits marginaux, habitant l'espace périphérique. Les rapports entre les villes et leurs faubourgs et banlieues sous la Monarchie censitaire et le Second Empire, furent le reflet de cette politique de conquête du monde urbain en croissance, menée par la police mais aussi par l'État.

NOTES

1. Pour les spécialistes de géographie humaniste des premières décennies de ce siècle, les rapports entre la ville et la campagne se définissaient au moins partiellement comme des rapports de conquête : les villes survivaient et prospéraient parce qu'elles triomphaient des obstacles physiques à leur croissance économique et sociale. Elles « civilisaient » leur périphérie en l'absorbant ; tout ce qui était contrôlé par la ville, était dit « urbain » ; l'ouvrage récent d'Eugen Weber, *La fin des terroirs*, reflète certains aspects de cette affirmation ; il établit en effet une dichotomie entre la culture urbaine et ce qu'il considère comme l'arriération de la France rurale, sauvage et autarcique ; pour Weber les principaux agents de la « modernisation » (amélioration des communications, école obligatoire, service militaire) qui ont transformé les « paysans en Français » (c'est le titre original en anglais) entre 1880 et 1914, sont aussi ceux de la culture urbaine dominante. La thèse de Weber ignore de fait les différences régionales et chronologiques ; elle néglige la complexité de la structure sociale rurale (et, de ce fait, la culture urbaine elle-même) et ne traite pas correctement la question difficile de la vie politique paysanne avant 1880.

2. Richard Cobb, *Paris and its Provinces*, Oxford, 1975.

3. On a exploité au cours de cette recherche une cinquantaine de dépôts d'archives départementales ; citons surtout ceux des Pyrénées Orientales, de la Vienne, de la Marne, du Gard, de la Vendée et de la Loire.

4. *Histoire du Havre et de l'estuaire de la Seine*, Toulouse, 1983, pp. 154-56.

5. MR 1245 (1839).

6. Richard Cobb, *The Police and the People*, Oxford, 1970.

7. AD Seine Maritime 6M 28, *Recensement de 1841*. Sauvic comptait 2.810 habitants, Sainte-Adresse 789 habitants.

8. AD Seine-Maritime, 4M 116, s. d., Février 1822 : « Il est de fait que la prostitution y est portée à un point que l'on ne peut y marcher la nuit, et souvent même le jour sans être excité ou arrêté par les appâts et les démarches indécentes, que plusieurs propriétaires sont privés de louer leurs biens par l'obstruction totale des rues où sont situées les maisons qui recèlent ces prostituées,

qui arrêtent ou assaillent les hommes et insultent, ou font insulter, les honnêtes femmes » (18 septembre 1818).

9. *Ibid*, 26 septembre 1822.

10. AD Seine-Maritime 6M 28, Recensement de 1841. Voir Susanna Barrows, *Distorting Mirrors*, New Haven, 1981.

11. L'appariteur était payé 1.000 F. par an par la municipalité d'Ingouville ; la population de cette commune était inférieure aux 5.000 habitants en principe exigés pour pouvoir bénéficier d'un commissariat mais si l'on y ajoutait les habitants de Sauvic, Gravelle, L'Heure et Sainte-Adresse, le canton comptait plus de 5.000 habitants.

12. A.D. Seine-Maritime, 4 M 116.

13. A.D. Seine-Maritime 4 M 117, 24 septembre 1834.

14. A.D. Seine-Maritime 4 M 116, probablement 12 février 1822 ; le maire et le préfet avaient tous deux réclamé des crédits pour rémunérer une police secrète : « il serait indispensable d'avoir dans la masse des journaliers employés par le commerce, quelques hommes sûrs ».

15. A.D. Seine-Maritime 4 M 116, 22 février 1822.

16. A.D. Seine-Maritime 4 M 116, 8 avril 1822 ; le juge de paix proposa une modification des limites communales d'Ingouville afin de faciliter la surveillance policière, aux dépens de Gravelle et Sauvic (février 1822) ; la ville du Havre devait prendre à sa charge 800 F. du salaire du commissaire cantonal (puisque'elle bénéficierait de l'amélioration de la surveillance) et Ingouville les 200 F. restants ; chacune des quatre autres communes contribuerait au salaire des deux agents (A.D. Seine-Maritime 4 M 3, 13 mars 1823 ; 5 et 18 avril 1823 ; 15 mai 1823). Le Conseil d'arrondissement et le Conseil général ont tous deux soutenu cette requête ; de plus, le vieux garde champêtre, Nicolas, se retira et fut remplacé par quelqu'un de beaucoup plus efficace, Gosset, qui était toujours là en 1836 (17 septembre 1823 et extrait des délibérations du Conseil municipal du 23 juin 1836). La Gendarmerie considérait que l'affectation d'un troisième commissaire serait inutile : du fait qu'il vivrait au Havre, il était peu probable qu'il apprit à parcourir les vastes communes de la banlieue. Si sa présence devait améliorer la situation, il lui fallait être responsable de Sauvic, Gravelle et Ingouville.

17. A.D. Seine-Maritime 4 M 3, 1er et 15 décembre ; 12 décembre 1826 ; après que le Ministre de l'Intérieur se soit plaint que le sous-préfet, qui était surchargé (« J'ai sacrifié ma fortune et santé »), ait été négligent (9 décembre 1839).

18. A.D. Seine-Maritime 4 M 3, « Projet d'organisation d'un commissaire général de police, 26 avril 1848 », projet suscité sans doute en partie par la récente journée sanglante de Rouen et d'Elbeuf qui suivit les élections législatives ; d'après ses calculs, ces nouvelles dispositions coûteraient 19.500 F. prévus au budget de 1848. A la même époque, Gravelle eut aussi son commissaire.

19. A.D. Seine-Maritime 4 M 3, 14 novembre 1850 ; les ouvriers s'opposaient à l'abaissement du salaire à la pièce à son niveau antérieur à la destruction d'une machine qui produisait plus vite.

20. *Ibidem*, *Revue du Havre*, 12 décembre 1850. Cinq appariteurs assistaient alors le commissaire d'Ingouville. Ils devaient aussi maintenant surveiller les bains publics et les cafés-concerts. L'année précédente, la juridiction du commissaire d'Ingouville avait été étendue à Sauvic et Sainte-Adresse.

21. A.D. Seine-Maritime 4 M 3, délibérations du Conseil municipal, 7 novembre 1839 ; 10 et 18 février 1840.

22. A.D. Indre-et-Loire, 4 M 71, 7 septembre 1824 ; les soldats qui voulaient se battre en duel trouvaient de la place aux portes de Tours ; une délibération du 10 avril 1824 fait mention d'un duel qui s'est déroulé à l'extrémité du faubourg Saint-Pierre.

23. *Ibid*, 17 août 1825.

24. *Ibid*, 3 juin 1826, délibération du conseil municipal du 16 avril 1825, la découverte de gravures représentant Bonaparte dans une boutique de La Riche ; 11 mai 1825, les 300 F. volés à un colporteur sans méfiance, les deux suspects étant deux autres colporteurs.
25. *Ibid*, 14 août 1825 ; 11 octobre 1831. Parmi ces soi-disant marginaux se trouvait un ouvrier charpentier qui refusait de devenir compagnon, mais qui fut contraint de quitter les lieux en août 1825 après avoir eu affaire à François Danay dit « l'Ecrase Renard », qui avait la réputation de mettre ses menaces à exécution.
26. A.D. Seine-Maritime 4 M 71, 29 août 1822.
27. En l'an X, la ville de Tours avait été divisée en trois arrondissements : le Centre, le Nord et le Sud, ces deux derniers comprenant les communes rurales où « il y a bien des logeurs au-delà de ces barrières (sic), à une très petite distance, chez qui se retirent journellement des malveillants, qu'il est intéressant de surveiller » (A.D. d'Indre-et-Loire 4 M 2, 19 avril 1832).
28. A. D. Indre-et-Loire 4 M 2, 8, 13, 14, 16, 24 et 26 avril 1832.
29. *Ibid*. 28 avril et 5 mai 1832.
30. A. D. Indre M 3874 bis, 17 mars, délibération du conseil municipal du 21 juin attribuant au commissaire de police d' Henouville une prime de 500 F, en supplément de son salaire de 1.000 F., afin de lui permettre « de vivre honorablement » ; voir également une déclaration du procureur du 12 mars 1843 évoquant Déols comme « le refuge des gens suspects et des malfaiteurs qui ont à craindre ailleurs l'action des lois ».
31. A. D. Jura M 121, 24 mars, 3 et 11 octobre ; 25 février 1851 ; le maire de Montmorot avait demandé à bénéficier d'une telle mesure. Voir John Merriman, *The Agony of the Republic : The repression of the Left in the revolutionary France, 1848-1851*, New Haven, 1978.
-

AUTEUR

JOHN MERRIMAN

John MERRIMAN est professeur à l'Université de Yale et master de Branford College, New Haven. Connecticut 06520. U.S.A.